

MEMORIAL

Memorial

DU

DES

Grand-Duché de Luxembourg.



Großherzogtum Luxemburg.

Vendredi, 26 janvier 1912.

N^o 8.

Freitag, 26. Januar 1912.

Arrêté grand-ducal du 22 janvier 1912, portant organisation des tribunaux arbitraux en matière d'assurance-vieillesse et invalidité et règlement de procédure tant devant les dits tribunaux que devant le juge de cassation.

Au Nom de Son Altesse Royale GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Grand Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc.;

Nous MARIE-ANNE, Grande-Duchesse, Régente du Grand-Duché de Luxembourg ;

Vu la loi du 6 mai 1911, sur l'assurance obligatoire contre la vieillesse et l'invalidité, notamment les art. 99, 100, 102 à 106 et 117 ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et de Notre Directeur général des finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

TITRE I^{er}. — *De l'organisation et de la composition des tribunaux arbitraux.*

Art. 1^{er}. Il y aura, pour chaque arrondissement judiciaire, un tribunal arbitral au siège du tribunal d'arrondissement.

Art. 2. Le tribunal arbitral se composera d'un président, de deux délégués dont un patron et un assuré, et d'un greffier.

Le président et le greffier seront désignés

Großh. Beschluß vom 22. Januar 1912, die Organisation der Schiedsgerichte und das Verfahren vor diesen Gerichten und dem Obergerichtshof in Alters- und Invalidenversicherungs-Angelegenheiten betreffend.

Im Namen S. M. H. Wilhelm, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, etc., etc., etc.;

Wir Maria-Anna, Großherzogin, Regentin des Großherzogtums Luxemburg ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 6. Mai 1911, betreffend Alters- und Invalidenversicherung, namentlich der Art. 99, 100, 102 bis 106, und 117 ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und Unseres General-Direktors der Finanzen, und nach Beratung der Regierung im Conseil ;

Saben beschlossen und beschließen :

Titel I. — Organisation und Zusammensetzung der Schiedsgerichte.

Art. 1. Für jeden Gerichtsbezirk wird am Sitze des Bezirksgerichtes ein Schiedsgericht eingesetzt.

Art. 2. Das Schiedsgericht besteht aus einem Vorsitzenden, zwei Beisitzern, wovon ein Arbeitgeber und ein Versicherter, und einem Gerichtsschreiber.

Der Vorsitzende und der Gerichtsschreiber

tous les cinq ans par le Gouvernement parmi les président, vice-président et juges, et resp. parmi les greffier, greffiers-adjoints et greffiers assumés du tribunal d'arrondissement. La première période de mandat prendra fin le 31 décembre 1916.

Il sera nommé en même temps et pour la même période de temps un président-suppléant et un greffier-suppléant.

Si les postes de président et de président-suppléant deviennent vacants à la fois dans le courant d'une période quinquennale, le Gouvernement pourvoira, pour le temps restant à courir, au remplacement des titulaires. Il en sera de même du remplacement du greffier et du greffier-suppléant.

Les nominations prévues au présent article seront publiées par la voie du *Mémorial*.

Art. 3. Les délégués seront désignés, conformément à l'art. 4 des statuts de l'établissement d'assurance, par la commission instituée par l'art. 77 de la loi du 6 mai 1911, parmi les personnes éligibles en vertu des art. 84 et 85 de la même loi.

Les fonctions de délégué seront incompatibles avec celles de membre du comité-directeur.

Art. 4. L'élection aura lieu pour cinq ans; la première période de mandat prendra fin le 31 décembre 1916.

Les dispositions qui régissent l'élection des délégués du comité-directeur de l'établissement d'assurance, s'appliqueront également à l'élection des délégués des tribunaux arbitraux, à l'exception toutefois de l'art. 21 de l'arrêté grand-ducal du 5 juin 1911.

Seront élus les quinze patrons et resp. les quinze assurés qui auront obtenu le plus de voix.

Art. 5. Si le nombre des délégués des patrons ou des assurés appartenant à l'agriculture ou

werden alle fünf Jahre durch die Regierung unter dem Präsidenten, Vize-Präsidenten und den Richtern, bezw. unter den Gerichtsschreibern, Hilfs- und beigeordneten Gerichtsschreibern des Bezirksgerichtes ernannt. Die erste Amtsperiode läuft mit dem 31. Dezember 1916 ab.

Gleichzeitig wird für dieselbe Amtsperiode ein stellvertretender Vorsitzender und ein stellvertretender Gerichtsschreiber bezeichnet.

Werden innerhalb einer fünfjährigen Amtsperiode die Ämter des Vorsitzenden und dessen Stellvertreters zu gleicher Zeit fällig, so wird die Regierung, für den Rest der Amtszeit, für die Ersetzung der Titulare Sorge tragen. Die Ersetzung des Gerichtsschreibers und dessen Stellvertreters erfolgt in gleicher Weise.

Die in gegenwärtigem Artikel vorgesehenen Ernennungen werden im „Memorial“ veröffentlicht.

Art. 3. Die Beisitzer werden, gemäß Art. 4 der Satzung der Versicherungsanstalt, durch den in Art. 77 des Gesetzes vom 6. Mai 1911 eingesetzten Ausschuss aus der Zahl der gemäß Art. 84 und 85 desselben Gesetzes wählbaren Personen bestimmt.

Das Amt des Beisitzers ist unvereinbar mit demjenigen eines Vorstandsmitgliedes.

Art. 4. Die Wahl erfolgt für fünf Jahre; die erste Amtsperiode läuft mit dem 31. Dezember 1916 ab.

Mit Ausnahme des Art. 21 des Großh. Beschlusses vom 5. Juni 1911 sind die für die Wahl der Vorstandsmitglieder der Versicherungsanstalt maßgebenden Bestimmungen auch auf die Wahl der Schiedsgerichtsbeisitzer anwendbar.

Gewählt sind die 15 Arbeitgeber und die 15 Versicherten, welche die höchste Stimmenzahl erhalten haben.

Art. 5. Sinkt die Zahl der der Land- oder Forstwirtschaft angehörenden Vertreter der Ar-

à la sylviculture se réduit à un, il sera procédé à une élection complémentaire. Il en sera de même pour les autres délégués, lorsqu'leur nombre se réduira à quatre.

L'élection complémentaire ne sera pas de rigueur, si l'hypothèse prévue à l'alinéa précédent se présente endéans les six mois qui précèdent immédiatement les élections quinquennales.

Les nouveaux élus achèveront le mandat de ceux qu'ils remplaceront.

Art. 6. Si le recours concerne un assuré occupé dans une exploitation agricole, les assesseurs appartiendront à l'agriculture; dans les autres cas, ils seront choisis dans les professions étrangères à l'agriculture.

Art. 7. Les délégués feront partie du tribunal arbitral, suivant un roulement qui a lieu de manière que ceux qui appartiennent à l'agriculture, siègent chacun pendant vingt mois, et ceux qui appartiennent aux autres professions, chacun pendant cinq mois.

Au commencement de chaque période quinquennale, le président du tribunal arbitral procédera au tirage au sort à l'effet de déterminer l'ordre dans lequel les délégués se succéderont.

En cas d'empêchement ou de récusation d'un délégué, le nom du remplaçant sera tiré au sort par le président du tribunal arbitral parmi les délégués restants de la même catégorie.

Art. 8. Le titre XXI du livre II du code de procédure civile, traitant de la récusation, sera applicable aux membres des tribunaux arbitraux; seront compétents, en première instance la chambre civile du tribunal d'arrondissement, en instance d'appel celle de la cour supérieure de justice.

beitgeber oder der Versicherten auf einen, so muß eine Nachwahl stattfinden. Ebenso für die andern Vertreter, wenn deren Zahl auf vier herabsteigt.

Die Nachwahl kann unterbleiben, wenn der im vorhergehenden Absatz vorgesehene Fall innerhalb der sechs Monate, welche den fünfjährigen Wahlen unmittelbar vorhergehen, eintritt.

Die Neugewählten vollenden die Amtsdauer der zu ersetzenden Vertreter.

Art. 6. Betrifft die Berufung einen in einem landwirtschaftlichen Betriebe beschäftigten Versicherten, so müssen die Beisitzer der Landwirtschaft angehören; in allen andern Fällen müssen dieselben nichtlandwirtschaftlichen Berufszweigen angehören.

Art. 7. Die Beisitzer nehmen an den Schiedsgerichtssitzungen abwechselnd teil, derart daß die der Landwirtschaft angehörenden Vertreter während je 20 Monaten, die den andern Berufszweigen angehörenden Vertreter während je 5 Monaten den Sitzungen beiwohnen.

Zu Beginn jeder fünfjährigen Periode bestimmt der Schiedsgerichtsvorsitzende durchs Los die Reihenfolge, in welcher die Vertreter sich ablösen werden.

Im Falle der Verhinderung oder Ablehnung eines Beisitzers wird der Name des Stellvertreters durch den Schiedsgerichtsvorsitzenden unter den übrigen Vertretern derselben Berufsart ausgelost.

Art. 8. Titel XXI des II. Buches der Zivilprozessordnung über die Ablehnung ist auf die Schiedsgerichtsmitglieder anwendbar; zuständig sind in erster Instanz die Zivilkammer des Bezirksgerichts, in Revisionsinstanz diejenige des Obergerichtshofs.

TITRE II. — Procédure à suivre devant le tribunal arbitral et la cour supérieure de justice.

Art. 9. Les recours contre les décisions mentionnées à l'al. 1^{er} de l'art. 103 de la loi du 6 mai 1911 seront formés dans le délai de quarante jours fixé à l'al. 3 du même article, par simple requête à déposer au greffe du tribunal arbitral.

La requête indiquera les nom, prénoms, profession et domicile du demandeur, ainsi que la qualité en laquelle il agit. Elle énoncera l'objet de la demande et l'exposé sommaire des moyens. Elle contiendra élection de domicile dans le Grand-Duché de la part du demandeur qui n'y résidera pas, et sera signée par le demandeur ou son mandataire.

A défaut d'élection de domicile, les convocations ou communications à faire au demandeur, en vertu du présent règlement, seront remplacées par un avis affiché pendant huit jours dans les locaux du comité-directeur, du bureau postal chargé de la notification et du secrétariat communal de la dernière résidence de l'intéressé (art. 117 4^e al. de la loi du 6 mai 1911).

Art. 10. Huit jours francs au moins avant l'audience, le président du tribunal arbitral fera convoquer par les soins du greffier et par lettre recommandée à la poste, les délégués et les parties, en leur faisant connaître le jour et l'heure de l'audience ainsi que la salle du tribunal d'arrondissement affectée aux audiences.

Le président pourra aussi, en motivant cette décision, convoquer le tribunal arbitral en la salle d'audience d'une des justices de paix autres que celle du siège du tribunal arbitral.

Art. 11. Le greffier inscrira aussitôt la date du dépôt de la requête introductive sur le registre prescrit par l'art. 19 du présent règlement.

Il transmettra, dans les quarante-huit heures,

Titel II. — Verfahren vor dem Schiedsgericht und dem Obergerichtshof.

Art. 9. Berufungen gegen die in Abs. 1 des Art. 103 des Gesetzes vom 6. Mai 1911 erwähnten Entscheidungen werden innerhalb der in Abs. 3 desselben Artikels festgesetzten Frist von vierzig Tagen durch einfaches, bei der Schiedsgerichtskanzlei einzureichendes Gesuch eingelegt.

Das Gesuch enthält Namen, Vornamen, Stand und Wohnort des Klägers, sowie die Eigenschaft, in welcher er handelt. Dasselbe gibt den Gegenstand des Anspruchs und die kurzgefaßte Darlegung der Rechtsmittel an, bezeichnet den im Großherzogtum erwähnten Wohnsitz und muß von dem Kläger oder dessen Bevollmächtigten unterschrieben sein.

Wird kein Wohnsitz im Großherzogtum gewählt, so werden anstatt der gemäß gegenwärtigem Reglement an den Kläger abzugebenden Vorladungen und Mitteilungen in den Diensträumen der Versicherungsanstalt des mit der Zustellung beauftragten Postamtes, sowie des Gemeindefekretariates des letzten Wohnsitzes, während acht Tagen eine entsprechende Bekanntmachung angehängt (Art. 117, Abs. 4 des Gesetzes vom 6. Mai 1911).

Art. 10. Mindestens volle acht Tage vor der Sitzung wird der Vorsitzende des Schiedsgerichts die Beisitzer und die Parteien durch den Gerichtsschreiber mittels Einschreibebriefes zusammenberufen, unter Angabe des Tages, der Stunde und des für die Sitzungen bestimmten Saales des Bezirksgerichtes.

Unter Angabe der Gründe kann der Vorsitzende das Schiedsgericht auch in den Sitzungsaal eines nicht am Sitz des Bezirksgerichtes gelegenen Friedensgerichtes berufen.

Art. 11. Das Datum des Eingangs der Berufungsschrift wird sofort durch den Gerichtsschreiber in das durch Art. 19 gegenwärtigen Beschlusses vorgeschriebene Register eingetragen.

Innerhalb 48 Stunden hat der Gerichtsschreiber

la copie de la requête par lettre recommandée à la poste, au comité-directeur de l'établissement d'assurance, avec sommation de transmettre, dans les quinze jours, au greffe du tribunal arbitral, sa réponse par écrit, et de déposer dans le même délai, au même greffe, tous les documents relatifs à l'action intentée.

Art. 12. Dans les quarante-huit heures de la réception de la réponse ou resp. de l'expiration du délai imparti à l'établissement d'assurance pour répondre, le président ordonnera la convocation prévue à l'art. 10 ci-avant.

Art. 13. Les parties comparaitront en personne ou par mandataire, porteur d'une procuration écrite, conférée spécialement en vue de l'affaire dont s'agit.

Art. 14. Les témoins et les experts seront cités par simple lettre recommandée, leur adressée par le greffier.

Art. 15. Après la prestation du serment libellé à l'art. 2 de l'art. 99 de la loi du 6 mai 1911, les débats à l'audience seront ouverts par un exposé de l'affaire donné par le président.

Ensuite les parties ou leurs fondés de pouvoirs seront entendus dans leurs observations.

Le tribunal pourra entendre toutes les personnes qu'il croira en état de l'éclairer; il ordonnera toute mesure d'instruction qu'il jugera utile et examinera tous les moyens, même ceux que les parties n'auront pas invoqués.

Le président pourra de son chef ordonner la citation des témoins et des experts, ainsi que la comparution personnelle d'une partie.

Les débats seront publics.

Pour l'instruction et le jugement de l'affaire, on observera au surplus la procédure ordinaire à suivre devant les justices de paix.

durch Einschreibebrief dem Vorstand der Versicherungsanstalt eine Abschrift der Berufungsschrift zu übermitteln, mit dem Ersuchen, binnen 15 Tagen bei der Kanzlei des Schiedsgerichtes eine Gegenschrift einzureichen und binnen gleicher Frist alle das Gerichtsverfahren betreffenden Schriftstücke bei derselben Kanzlei zu hinterlegen.

Art. 12. Innerhalb 48 Stunden nach Empfang der Antwort bzw. nach Ablauf der der Versicherungsanstalt eingeräumten Entgegnungsfrist, hat der Präsident die durch Art. 10 vorgesehene Einberufung zu veranlassen.

Art. 13. Die Parteien müssen entweder persönlich erscheinen, oder durch solche Personen vertreten sein, die mit einer schriftlichen, speziell für den zur Verhandlung stehenden Fall ausgestellten Vollmacht versehen sind.

Art. 14. Zeugen und Sachverständige werden durch den Gerichtsschreiber mittels einfachen Einschreibebriefes vorgeladen.

Art. 15. Nach Leistung des in Art. 99 Abs. 2 des Gesetzes vom 6. Mai 1911 vorgeschriebenen Eides wird die Verhandlung eröffnet mit der Darlegung des Sachverhalts durch den Vorsitzenden.

Hierauf werden die Parteien oder ihre Bevollmächtigten in ihren Bemerkungen vernommen.

Das Gericht ist befugt, alle diejenigen Personen zu vernehmen, welche zur Klärung der Sachlage beitragen können; es ordnet alle zweckdienlichen Untersuchungsmaßnahmen an und prüft alle Rechtsmittel, selbst diejenigen, welche von den Parteien nicht vorgebracht worden sind.

Der Vorsitzende kann eigenmächtig die Vorladung von Zeugen und Sachverständigen und das persönliche Erscheinen einer Partei anordnen.

Die Verhandlungen sind öffentlich.

Für die Untersuchung und Beurteilung der Angelegenheit wird im Übrigen das gewöhnliche für die Friedensgerichte maßgebende Verfahren zu beobachten sein.

L'affaire sera traitée comme urgente.

Après la clôture des débats, prononcée par le président, le tribunal se retirera pour délibérer.

Le président recueillera les opinions individuellement en commençant par l'assesseur le plus jeune. Le président opinera le dernier. S'il se forme plus de deux opinions, celle du président prévaudra.

Le jugement sera prononcé sur le champ. Le tribunal pourra toutefois remettre le prononcé à une audience ultérieure dont il fixera les jour et heure. Mais, dans ce cas, le prononcé aura lieu, au plus tard, dans les quinze jours.

Art. 16. La décision sera inscrite sur un registre ad hoc et signée par le président et le greffier. Elle contiendra les noms des juges, les noms, professions et demeures des parties, leurs conclusions, l'exposé sommaire des points de fait et de droit, les motifs et le dispositif.

Une copie sur papier libre, non grossoyée, sera transmise par le greffier, dans les cinq jours du prononcé, aux parties intéressées, par lettre recommandée.

Art. 17. Si l'une des parties ne comparait ni en personne, ni par mandataire, le tribunal statuera par défaut.

L'opposition consistera dans une déclaration à faire au greffe du tribunal arbitral. Elle sera faite sous peine de forclusion, dans les 15 jours de la notification du jugement. Elle sera inscrite par le greffier sur le registre prescrit par l'art. 19 du présent règlement.

En cas d'opposition la convocation à l'audience se fera conformément à l'art. 10 ci-avant.

Die Angelegenheit ist als dringlich zu behandeln.

Nachdem der Vorsitzende den Schluß der Verhandlungen angekündigt hat, zieht sich das Gericht zur Beratung zurück.

Der Vorsitzende sammelt die einzelnen Meinungen, indem er bei dem jüngsten Beisitzer beginnt; er selbst gibt seine Auffassung an letzter Stelle kund. Bilden sich mehr als zwei Meinungen, so ist diejenige des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Das Urteil wird sofort verkündet. Doch kann das Gericht den Urteilspruch auf eine spätere Sitzung, deren Tag und Stunde angegeben wird, vertagen. In diesem Falle muß der Urteilspruch spätestens innerhalb fünfzehn Tagen erfolgen.

Art. 16. Die Entscheidung wird in ein Spezialregister eingetragen und von dem Vorsitzenden und dem Gerichtschreiber unterzeichnet. Der Schriftsatz des Urteils muß die Namen der Richter, Namen, Stand und Wohnort der Parteien, deren Anträge, eine summarische Darstellung der Sach- und Rechtsverhältnisse, endlich die Entscheidungsgründe und das Urteil enthalten.

Innerhalb fünf Tagen nach erfolgtem Urteilspruch muß der Gerichtschreiber den beteiligten Parteien eine einfache Ausfertigung auf stempelfreiem Papier mittels Einschreibebriefes zustellen.

Art. 17. Erscheint eine der Parteien weder in eigener Person, noch durch einen Bevollmächtigten, so erläßt das Gericht ein Verkäumnisurteil.

Der Einspruch besteht in einer bei der Schiedsgerichtsstanzlei abzugebenden Erklärung und hat bei Strafe des Verfalls innerhalb 15 Tagen, vom Datum der Urteilszustellung, zu erfolgen. Derselbe ist in das durch Art. 19 gegenwärtigen Beschlusses vorgeschriebene Register einzutragen.

Bei Einspruch wird die Vorladung zur Sitzung nach den Bestimmungen des vorstehenden Art. 10 stattfinden.

Le jugement qui interviendra sur opposition sera réputé contradictoire.

Art. 18. Le recours en cassation sera introduit, instruit et jugé conformément aux dispositions du chapitre II, section I, de la loi du 18 février 1885, sur les pourvois et la procédure en cassation, sauf les dérogations et ajoutées inscrites dans les art. 99 al. 3, 105 et 106 de la loi du 6 mai 1911, ainsi que celles qui suivent:

- a) les art. 8, 9, 14 et 15 al. 2 sont inapplicables ;
- b) le délai fixé à l'alinéa 1^{er} de l'art. 15 est réduit à un mois ;
- c) le registre prévu à l'art. 38 devra également faire mention des lettres recommandées transmises aux parties ;
- d) dans les cinq jours du prononcé, le greffier transmettra sous pli recommandé une copie non grossoyée de l'arrêt aux parties intéressées.

Art. 19. Il sera tenu, au greffe de chaque tribunal arbitral, un registre sur papier non timbré, qui sera coté et paraphé par le président et sur lequel seront inscrites, outre la date de la requête, celle des lettres recommandées prévues par le présent règlement.

Art. 20. Les lettres recommandées bénéficieront de la franchise de port et pourront être expédiées sous enveloppe fermée.

Le récépissé de chacune d'elles sera joint au dossier de l'affaire.

TITRE III. — *Tarif des frais et honoraires.*

Art. 21. Le tarif des frais et dépens des instances poursuivies en exécution du présent règlement est arrêté comme suit:

a) Tribunaux arbitraux:

Il est alloué aux greffiers, en dehors de tous déboursés faits par eux:

Das auf den Einspruch hin zu erlassende Urteil ist als kontradictorisch zu betrachten.

Art. 18. Das Revisionsgesuch wird eingeleitet, untersucht und abgeurteilt unter Beobachtung der Bestimmungen des Kap. II, 1. Abschnitt, des Gesetzes vom 18. Februar 1885, betr. die Berufung und das Verfahren vor dem Kassationshofe, soweit nicht die Art. 99 Abs. 3, Art. 105 und 106 des Gesetzes vom 6. Mai 1911, sowie nachstehende Bestimmungen anders verfügen:

- a) die Art. 8, 9, 14 und 15 Abs. 2 finden keine Anwendung;
- b) die in Art. 15 Abs. 1 festgelegte Frist wird auf einen Monat beschränkt;
- c) das in Art. 38 vorgesehene Register muß auch die an die Parteien versandten Einschreibebriefe vermerken.
- d) innerhalb fünf Tagen nach dem Urteilspruch muß der Obergerichtsschreiber den Parteien mittels Einschreibebriefes eine einfache Abschrift des Urteils aufstellen.

Art. 19. In jeder Schiedsgerichtskanzlei wird ein durch den Vorsitzenden mit Seitenzahl und Namenszug versehenes Register mit stempelfreiem Papier geführt werden, in welches außer dem Datum der Entgegennahme des Gesuches auch dasjenige der durch gegenwärtiges Reglement vorgesehenen Einschreibebriefe einzutragen ist.

Art. 20. Die Einschreibebriefe genießen Portofreiheit und dürfen unter verschlossenem Umschlag befördert werden.

Die Empfangsbcheinigung der Postverwaltung wird für eine jede dieser Sendungen den Prozessakten einverleibt.

Titel III. — *Gebühren- und Honorartarif.*

Art. 21. Der Kostentarif für die gemäß gegenwärtigem Beschluß veranlaßten Verhandlungen ist folgendermaßen festgesetzt:

A. Schiedsgerichte.

Den Gerichtsschreibern werden, außer der Erstattung aller Barauslagen, an Gebühren zuerkannt:

1° Pour la copie de la requête à adresser au comité-directeur de l'établissement d'assurance 1,50 fr.

2° Pour chaque envoi de lettre recommandée 0,50 fr.

3° Pour la copie du jugement, tant contradictoire que par défaut, à transmettre aux parties, par copie et envoi 2,50 fr.

4° Lorsqu'une grosse est demandée, par rôle d'expédition de vingt-cinq lignes à la page et de douze syllabes à la ligne, le rôle commencé comptant pour un rôle entier. 0,40 fr.

Les émoluments et frais de voyage des témoins seront les mêmes que ceux alloués aux témoins devant les justices de paix.

Les émoluments et frais de voyage des experts seront des trois quarts de ceux alloués ci-dessous aux experts devant la cour. Ces frais seront taxés par le président du tribunal arbitral.

Les frais de déplacement du juge-président seront réglés d'après le tarif en vigueur en matière répressive.

b) Cour supérieure de justice :

1° Il est alloué au greffier de la cour, en dehors de tous déboursés faits par lui, pour la copie de tout arrêt à transmettre aux parties, par copie et envoi 2,50 fr.

2° Il est apporté au tarif des frais d'instance devant la cour de cassation une réduction de 25 pct., sauf pour les émoluments et les frais de voyage des huissiers, auxquels il n'est apporté aucun changement.

Art. 22. Les honoraires des avocats pour tout jugement ou arrêt préparatoire, interlocutoire ou définitif, devant le tribunal arbitral ou devant la cour supérieure de justice, sont fixés à 15 fr. jusqu'à 150 fr.

Il en sera de même des honoraires des fondés de pouvoir agréés en vertu de la loi du 10 avril 1911.

1. Für die dem Vorstand der Versicherungsaufsicht zu übermittelnde Abschrift der Berufung Fr. 1,50.

2. Für jede Sendung von Einschreibebriefen 0,50.

3. Für die an die Parteien zu übermittelnde Abschrift eines kontradiktorischen oder Versäumnis-Urteils, für jede Abschrift einschließlich Sendung 2,50.

4. Für jede Ausfertigung, per Schriftblatt zu 25 Zeilen per Seite und 12 Silben per Zeile, das angefangene Blatt als ganzes gerechnet. 0,40.

Die Gebühren und Reisekosten der Zeugen sind dieselben wie die den Zeugen vor den Friedensgerichten zuerkannten.

Die Gebühren und Reisekosten der Sachverständigen betragen drei Viertel derjenigen, welche nachstehend den Sachverständigen beim Obergerichtshofe zuerkannt werden. Diese Kosten werden durch den Schiedsgerichtsvorsitzenden taxiert.

Die Reisekosten des Richter-Präsidenten werden gemäß dem Tarif für Strafsachen geregelt.

B. Obergerichtshof.

1. Dem Obergerichtschreiber werden, abgesehen von der Erstattung aller Barauslagen, für jede den Parteien zuzustellende Urteilsabschrift, einschl. der Versendung zuerkannt Fr. 2,50.

2. Der Kostentarif für das Verfahren vor dem Kassationshofe wird um 25 % vermindert, mit Ausnahme der Gebühren und Reisekosten der Gerichtsvollzieher, welche unverändert bleiben.

Art. 22. Die Gebühren der Rechtsanwälte für jedes Vorbereitungs-, Zwischen- oder End-Urteil- oder -Erkenntnis vor dem Schiedsgericht oder dem Obergerichtshofe, sind auf 15 bis 150 Fr. festgesetzt.

Dasselbe gilt für die Gebühren der kraft Gesetz vom 10. April 1911 approbierten Bevollmächtigten.

Les honoraires seront taxés dans le jugement ou l'arrêt.

Art. 23. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et Notre Directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Mémorial.

Château de Berg, le 22 janvier 1912.

MARIE-ANNE.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.
Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.*

Arrêté grand-ducal du 22 janvier 1912, portant approbation de la déclaration échangée le 15 du même mois, en vue de faciliter l'assistance judiciaire réciproque entre le Grand-Duché et le Danemark.

Au Nom de Son Altesse Royale GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Nous MARIE-ANNE, Grande-Duchesse, Régente du Grand-Duché de Luxembourg ;

Vu la convention internationale signée à La Haye le 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, spécialement l'art. 1^{er}, dernier alinéa, de la convention ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 11 juillet 1909, portant approbation de la convention précitée ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La déclaration échangée le 15 janvier 1912 entre Notre Gouvernement et le Gouvernement Royal du Danemark, en vue

Die Gebühren werden in dem Urteil oder Erkenntnisse taxiert.

Art. 23. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, und Unser General-Direktor der Finanzen, sind, jeder insofern es ihn betrifft, mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut, welcher im „Memorial“ veröffentlicht werden soll.

Schloß Berg, den 22. Januar 1912.

Maria-Anna.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.
Der General-Direktor
der Finanzen,
M. Mongenast.*

Großh. Beschluß vom 22. Januar 1912, wodurch die Erklärung vom 15. desf. Monats zur Erleichterung der gegenseitigen Rechtshilfe zwischen dem Großherzogtum Luxemburg und Dänemark, genehmigt wird.

Im Namen S. R. H. Wilhelm, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Wir Maria-Anna, Großherzogin, Regentin des Großherzogtums Luxemburg ;

Nach Einsicht des am 17. Juli 1905 im Haag unterzeichneten internationalen Übereinkommens über die Zivilprozeßordnung, namentlich des Art. 1, letzter Absatz des Übereinkommens ;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 11. Juli 1909, wodurch vorerwähntes Übereinkommen genehmigt wird ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Beratung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die am 15. Januar 1912, wegen Erleichterung der gegenseitigen Rechtshilfe, zwischen Unserer Regierung und der Rgl. dänischen

de faciliter l'assistance judiciaire réciproque, est approuvée et sera publiée au *Mémorial*.

Art. 2. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg le 22 janvier 1912.

MARIE-ANNE.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Regierung ausgetauschte Erklärung ist genehmigt und soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Berg, den 22. Januar 1912

Maria-Anna.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Déclaration.

En addition à la convention de La Haye relative à la procédure civile, du 17 juillet 1905, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement royal du Danemark sont convenus de ce qui suit en vue de rendre plus facile l'assistance judiciaire réciproque:

Art. 1^{er}. — Conformément à l'art. 1^{er}, dernier alinéa, et à l'art. 9, 4^e alinéa de la convention de La Haye relative à la procédure civile, du 17 juillet 1905, les autorités judiciaires luxembourgeoises et danoises pourront correspondre directement entre elles dans tous les cas dans lesquels la convention donne des prescriptions sur l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale, pour la signification d'actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que pour des commissions rogatoires.

Art. 2. — En ce qui concerne le Luxembourg, le procureur général près la cour supérieure de justice de Luxembourg et les procureurs d'Etat près les tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch seront compétents de transmettre directement les demandes de signification et les commissions rogatoires; pour la réception de ces requêtes ne seront compétents que les procureurs d'Etat susnommés.

En ce qui concerne le Danemark, toutes les autorités judiciaires seront compétentes pour transmettre directement les demandes de signification et de commissions rogatoires. Seront compétents pour recevoir ces requêtes: hors de Copenhague, le préfet (Amtmand) du district dans lequel la signification ou la commission rogatoire doivent être exécutées; à Copenhague, les autorités municipales (le « Magistrat ») quand il s'agit de significations d'actes, et le ministère de la justice, quand il s'agit de commissions rogatoires.

En cas d'incompétence locale de l'autorité requise, la communication sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente et communication en sera faite aussitôt à l'autorité requérante.

Art. 3. — En ce qui concerne l'application des art. 1^{er} et 2 de la présente déclaration, les lettres de transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et des commissions rogatoires seront rédigées dans la langue de l'autorité requérante et conformément aux formules annexées à la présente déclaration.¹⁾

¹⁾ Les formules-types ne sont pas reproduites ici.

Les actes judiciaires et extrajudiciaires à signifier conformément à l'art. 3 de la convention du 17 juillet 1905 et les commissions rogatoires, transmis par les autorités luxembourgeoises, devront être traduits par les soins de l'autorité requise danoise. Dans ce cas les frais de la traduction faite en Danemark seront remboursés par l'autorité requérante luxembourgeoise.

Les dits actes judiciaires et extrajudiciaires à signifier conformément à l'art. 3 cité et les commissions rogatoires, transmis par une autorité danoise à l'autorité luxembourgeoise, doivent être accompagnés d'une traduction faite par les soins de l'autorité danoise requérante et certifiée par un traducteur juré en Danemark.

Art. 4. — Les prescriptions de l'art. 3, 2^e et 3^e alinéas, de cette déclaration seront appliquées aux actes mentionnés dans l'art. 19 de la convention de La Haye relative à la procédure civile et qui devront être annexés aux demandes d'exequatur au sujet de frais de procédure faite par la voie diplomatique.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'art. 7, 2^e alinéa de la convention de La Haye relative à la procédure civile, le remboursement des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel dans les cas prévus dans l'art. 3 de la convention ne pourra pas être exigé, quand le désir prévu dans cet article n'est exprimé que pour le cas où le procédé mentionné dans l'art. 2 de la convention ne mène pas au but.

Conformément aux dispositions de l'art. 16, 2^e alinéa de la convention, le remboursement des indemnités payées aux témoins et des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel rendue nécessaire, parce que les témoins n'ont pas paru volontairement, ne pourra pas être exigé. Il en sera de même pour les indemnités payées aux témoins et prévues dans l'art. 23, 2^e alinéa de la convention.

Art. 6. — Dans les cas dans lesquels les frais peuvent être portés en compte suivant la convention de La Haye relative à la procédure civile et conformément à l'art. 5 de la présente déclaration ils seront fixés d'après les règles en vigueur dans l'Etat requis concernant les actes correspondants dans les procès nationaux.

Le remboursement des frais prévus par la convention et la présente déclaration (notamment le remboursement des frais de traduction visé à l'art. 3, al. 3) sera réclamé directement par l'autorité requise en même temps qu'elle renverra à l'autorité requérante les pièces constatant l'exécution de la demande qui lui a été adressée. L'autorité requérante enverra par mandat postal et franc de port à l'adresse qui lui aura été indiquée, le montant des frais réclamés.

Les frais ci-dessus mentionnés seront évalués d'après les tarifs en vigueur dans l'Etat requis.

Art. 7. — Cette déclaration sera exécutoire à partir du 15 février 1912 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois après sa dénonciation par l'une des parties.

La présente déclaration sera échangée contre une déclaration analogue du Gouvernement royal de Danemark.

Luxembourg le 15 janvier 1912.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,

EYSCHEN.

(L'échange des déclarations a eu lieu le 15 janvier 1912.)

Relevé des personnes qui ont fait la déclaration prévue pour acquérir la qualité de Luxembourgeois

N ^o d'or- dre.	Noms et prénoms des déclarants.	Profession.	Domicile.	Date de la	
				Naissance.	Déclaration.
1	Antony, Joseph.	Peintre-décorat.	Pratz.	28 juin 1890.	7 nov. 1911.
2	Bach, Guill.-Mathias.	Mouleur.	Hollerich.	6 mai 1893.	17 déc. 1911.
3	Biehl, François.	Cultivateur.	Cruchten-Beisten	4 avril 1890.	20 sept. 1911.
4	Bolz, Arnould.	id.	Goedange (Trois- vierges).	17 oct. 1890.	24 nov. 1911.
5	Fischbach, Mathias.	Maçon.	Weiler(Putscheid)	1 ^{er} janv. 1890	18 nov. 1911.
6	Gillengerten, Pierre.	Boucher.	Esch-s.-Alz.	30 juillet 1893	27 déc. 1911.
7	Goorix, André.	Machiniste.	Dudelange.	3 mars 1890.	12 sept. 1911.
8	Hagen, Jules.	Commis de com.	Luxembourg.	8 mars 1892.	7 août 1911.
9	Kriz, Etienne-Pierre.	Etudiant.	id.	24 janv. 1893.	11 août 1911.
10	Langsdorf, J.-M.-A.-Ch.	Sans état.	Berg (Mersch).	14 sept. 1892.	27 déc. 1911.
11	Lazard, Sigismond.	Boucher.	Differdange.	17 nov. 1889.	16 nov. 1911.
12	Masson, J.-H.-Marcel.	Mécanicien.	Schleifmuhl (Hamm).	16 mai 1893.	12 nov. 1911.
13	Masson, J.-P.-Camille.	id.	id.	14 mai 1891.	12 nov. 1911.
14	Nafziger, Nicolas.	Cultivateur.	Weyer (Fischbach)	29 janv. 1893.	30 déc. 1911.
15	Pütz, Paul-Gaspard.	Etudiant.	Luxembourg.	28 sept. 1891.	5 ju il. 1911.
16	Reinhard, Mich.-Franç.	Boucher.	Wasserbillig.	12 juin 1892.	11 sept. 1911.
17	Roßberg, Nic.-Charles.	Peintre.	Luxembourg.	28 sept. 1890.	30 juil. 1911.
18	Roßberg, P.-Charles.	id.	id.	25 nov. 1891.	30 juil. 1911.
19	Schreder, Nicolas.	Maçon.	Nospelt.	11 juin 1891.	12 déc. 1911.
20	Schwind, Georges.	Ouvrier.	Moesdorff (Mersch)	31 déc. 1890.	1 ^{er} fév. 1911.
21	Schwind, Rinaldo-Pierre	id.	id.	16 janv. 1893.	1 ^{er} fév. 1911.
22	Thomé, Jean.	Typographe.	Luxembourg.	30 avril 1893.	19 nov. 1911.
23	Vezzani, Jos.-Henri.	Clerc d'avoué.	id.	7 oct. 1892.	17 nov. 1911.
24	Welsch, Jean-Auguste.	Cultivateur.	Mertert.	30 août 1889.	16 juillet 1911.
25	Werner, Jean.	Menuisier.	Rumelange.	28 août 1892.	17 oct. 1911.
26	Clemens, Pierre.	Ouvrier-mineur.	Differdange.	23 sept. 1892.	29 juin 1911.
27	Dostert, Jean-Pierre.	Cultivateur.	Dalheim.	17 mai 1875.	1 ^{er} déc. 1911.
28	Frisch, Michel.	Journalier.	Echternach.	11 janv. 1854.	20 oct. 1911.
29	Fritsch, Guill.-Nicolas.	Maître-boulangier	Luxembourg.	31 déc. 1882.	29 août 1911.
30	Galhausen, Michel.	Négociant.	Hosingen.	14 avril 1866.	16 juil. 1911.
31	Hanert, Joseph.	Menuisier.	Fischbach.	15 déc. 1860.	6 sept. 1911.
32	Heintz, Jean-Baptiste.	Tailleur d. pierres	Dalheim.	2 juin 1884.	10 déc. 1911.
33	Hoffmann, Jacques.	Electricien.	Dudelange.	20 juillet 1891	14 sept. 1911.
34	Hoffmann, Jean-Pierre.	Etudiant.	id.	9 juillet 1893	14 sept. 1911.
35	Krüger, Jean-Théoph.	Tailleur d'habits.	Luxembourg.	6 mars 1876.	29 août 1911.
36	Meisch, René-Lucien.	Garde particulier.	Mersch.	24 févr. 1890.	24 fév. 1911.
37	Sauvegrain, Brice.	Serrurier.	Differdange.	3 sept. 1890.	9 déc. 1911.
38	Taziaux, Louis-Joseph.	Monteur.	Dudelange.	23 mai 1874.	14 sept. 1911.
39	Willmes, Bernard.	Ouvrier d'usine.	Esch-s.-Alz.	8 août 1891.	23 nov. 1911.

40	Krancher, Frédéric.	Cafetier.	Esch.-Alz.	23 févr. 1889.	4 nov. 1911.
41	Schwickerath, Joseph.	Serrurier.	Obercorn.	22 oct. 1890.	27 oct. 1911.

Les 25 premiers ont fait la déclaration prévue à l'art. 9 du Code civil, les 14 suivants celle prévue à l'art. 10 du même Code; les déclarants sub 40 et 41 ont revendiqué le bénéfice de l'art. 10 de la Constitution.

Luxembourg, le 22 janvier 1912.

Le Ministre d'État, Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Avis. — Répression de la circulation des publications obscènes.

A la date du 9 janvier courant, le Gouvernement de la République française a notifié au Gouvernement grand-ducal l'adhésion de la Norvège à l'Arrangement international signé à Paris le 4 mai 1910, pour la répression de la circulation des publications obscènes. (Memorial 1911, p. 589 ss.) L'acte d'adhésion a été déposé le 3 janvier 1912.

Luxembourg, le 22 janvier 1912.

Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Avis. — Bourses d'études.

La bourse d'études Etienne Mersch est vacante à partir du 1^{er} octobre 1911.

Les prétendants à la jouissance de cette bourse sont invités à me faire parvenir leurs demandes accompagnées des pièces justificatives de leurs droits, pour le 1^{er} mars prochain au plus tard.

Luxembourg, le 24 janvier 1912.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Bekanntmachung. — Bekämpfung der Verbreitung unzüchtiger Veröffentlichungen.

Am 9. d. M. hat die französische Regierung der luxemburgischen Regierung den Beitritt Norwegens zu dem am 4. Mai 1910 zu Paris unterzeichneten Abkommen, zur Bekämpfung der Verbreitung unzüchtiger Veröffentlichungen, notifiziert. (Memorial 1911, S. 589 ff.). Die Beitrittserklärung ist am 3. Januar 1912 hinterlegt worden.

Luxemburg, den 22. Januar 1912.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Bekanntmachung. — Studienbörsen.

Die Studienbörse E. Mersch ist seit dem 1. Oktober 1911 fällig.

Bewerber um den Genuß dieser Börse sind gebeten, mir ihre beschaffigen Gesuche nebst Belegstücken für spätestens den 1. März k. zukommen zu lassen.

Luxemburg, den 24. Januar 1912.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. Mongenast.

Verzeichnis der im Großherzogtum Luxemburg im Jahre 1913 stattfindenden Jahrmärkte und Messen.
Abkürzungen. R Krammarkt. — B Viehmarkt RB Kram und Viehmarkt — GetrRB, Getreide, Kram und Viehmarkt —
Pf Pferdemarkt — Schw Schweinemarkt.

Ortschaft.	Distrikt.	
Bettborn	Diekirch	3. Februar RB, 24. März RB, 21. Juli RB, 8. September RB.
Bissen	Luxemburg	19. Mai RB.
Bous	Grevenmacher	30. Juni R.
Clerf	Diekirch	6. März RB, 3. April RB, 5. Juni RB, 7. August RB, 4. September RB, 2. Oktober RB, 6. November RB, 27. Dezember RB.
Diekirch	Diekirch	21. Januar RB, 18. Februar RB, 18. März RB, 15. April RB, 20. Mai RB, 17. Juni RB, 15. Juli RB, 12. August RB, 16. September RB, 21. Oktober RB, 18. November RB, 16. Dezember RB.
Düdelingen	Luxemburg	30. Juni RB.
Echternach	Grevenmacher	8. Januar B, 12. Februar B, 12. März B, 9. April B, 12. Mai (4 Tage R.) 11. Juni B, 9. Juli B, 13. August B, 10. September B, 8. Oktober B, 12. November B, 10. Dezember B.
Ech a. d. Alzette	Luxemburg	28. Januar RB, 25. Februar RB, 25. März RB, 22. April RB, 12. Mai RB, 24. Juni RB, 22. Juli RB, 26. August RB, 23. September RB, 28. Oktober RB, 25. November RB, 23. Dezember RB.
Ech a. d. Sauer	Diekirch	13. März RB, 12. Juni RB, 14. August RB, 13. November RB.
Ettelbrück	Diekirch	7. Januar RBGetr, 14. Januar Pf, 4. Februar GetrRB, 4. März RBGetr, 1. April RBGetr, 6. Mai RBGetr, 3. Juni RBGetr, 1. Juli RBGetr, 5. August RBGetr, 2. September RBGetr, 7. Oktober RBGetr, 4. November RBGetr, 2. Dezember RBGetr.
Fels	Luxemburg	30. Januar RB, 24. März RB, 7. August RB, 25. September RB, 30. Oktober RB.
Grevenmacher	Grevenmacher	6. Januar B, 3. Februar B, 3. März B, 7. April B, 12. Mai B, 2. Juni B, 7. Juli B, 4. August B, 1. September B, 6. Oktober B, 3. November B, 1. Dezember B.
Heiderscheid	Diekirch	4. August RB.
Heinerscheid	Diekirch	10. März RB, 30. Juni RB, 25. August RB, 10. November RB.
Helpert (Booingen)	Luxemburg	5. Mai RB.
Hosingen	Diekirch	3. März RB, 14. April RB, 12. Mai RB, 11. August RB, 6. Oktober RB, 1. Dezember RB.
Junglinster	Grevenmacher	29. September RB.
Kehlen	Luxemburg	17. April RB.
Lintgen	Luxemburg	17. Februar RB, 31. März RB.
Luxemburg	Luxemburg	13. Januar B, 5. Februar B, 10. März B, 14. April B, 12. Mai B, 9. Juni B, 14. Juli B, 11. August B, 24. August (14 Tage) Schöbermesse, 24. August GetrRB, 1. September GetrRB, 13. Oktober B, 10. November B, 8. Dezember B.
Marxberg (Führen)	Diekirch	28. April R.

Mersch	Luxemburg	27. Januar RW. 24. Februar RW. 24. März RW. 28. April RW. 12. Mai RW. 23. Juni RW. 28. Juli RW. 25. August RW. 22. September RW. 27. Oktober RW. 24. November RW. 22. Dezember RW.
Rondorf (Bad)	Grevenmacher	12. Mai RW. 29. September RW.
Munshausen	Diekirch	3. November RW.
Niederkerfchen	Luxemburg	3. März RW. 6. Mai RW. 6. Oktober RW.
Oberbëllingen	Diekirch	29. September RW.
Pellingen	Luxemburg	24. Juni RW.
Rambrouch	Diekirch	7. April RW. 19. Mai RW. 7. Juli RW. 6. Oktober RW. 1. Dezember RW.
Redingen	Diekirch	26. Februar RW. 26. März RW. 30. April RW. 28. Mai RW. 30. Juli RW. 24. September RW. 29. Oktober RW. 26. November RW. 31. Dezember RW.
Remich	Grevenmacher	20. Januar RW. 17. Februar RW. 17. März RW. 8. April RW. 5. Mai RW. 30. Juni RW. 15. Juli RW. 18. August RW. 22. September RW. 21. Oktober RW. 13. November RW. 15. Dezember RW.
Roodt (Bëhdorf)	Grevenmacher	17. März RW. 13. September RW.
Säul	Diekirch	16. April RW. 29. September RW.
Ufflingen	Diekirch	20. Januar RW. 17. Februar RW. 17. März RW. 21. April RW. 19. Mai RW. 16. Juni RW. 21. Juli RW. 18. August RW. 15. September RW. 20. Oktober RW. 17. November RW. 15. Dezember RW.
Vianden	Diekirch	6. März RW. 3. April RW. 4. September RW. 6. November RW.
Wasserbillig	Grevenmacher	8. September RW.
Weiswampach	Diekirch	12. März RW. 4. Juni RW. 20. August RW. 15. Oktober RW.
Wellenstein	Grevenmacher	28. Juli RW.
Wiltz	Diekirch	28. Januar RW. 25. Februar RW. 11. März Schw. 25. März RW. 29. April RW. 13. Mai Schw. 27. Mai RW. 24. Juni RW. 29. Juli RW. 26. August RW. 30. September RW. 28. Oktober RW. 25. November RW. 30. Dezember RW.
Windhof (Kërich)	Luxemburg	7. April RW. 25. Juni RW. 28. August RW.
Wormeldingen	Grevenmacher	21. April RW.
Zolwer	Luxemburg	3. März RW. 6. Oktober RW.
Januar		6. Grevenmacher. 7. Ettelbrück. 8. Echternach. 13. Luxemburg. 14. Ettelbrück, Pf. 20. Remich, Ufflingen. 21. Diekirch. 27. Mersch. 28. Esch a. d. Mz., Wiltz. 30. Fels.
Februar		3. Bettborn, Grevenmacher. 4. Ettelbrück. 5. Luxemburg. 12. Echternach. 17. Remich, Lintgen, Ufflingen. 18. Diekirch. 24. Mersch. 25. Esch a. d. Mz., Wiltz. 26. Redingen.
März		3. Grevenmacher, Hofingen, Zolwer, Niederkerfchen. 4. Ettelbrück. 6. Clerf, Vianden. 10. Heinerscheid, Luxemburg. 11. Wiltz (Schw.). 12. Echternach, Weiswampach, Esch a. d. S. 17. Remich, Roodt (Bëhdorf), Ufflingen. 18. Diekirch. 24. Mersch, Bettborn, Fels. 25. Esch a. d. Mz., Wiltz. 26. Redingen. 31. Lintgen.
April		1. Ettelbrück. 3. Clerf, Vianden. 7. Grevenmacher, Rambrouch, Windhof (Kërich), Luxemburg. 8. Remich. 9. Echternach. 15. Diekirch. 16. Säul. 17. Kehlen, Ufflingen. 21. Wormeldingen. 22. Esch a. d. Mz. 28. Marxberg, Mersch. 29. Wiltz. 30. Redingen.

Mai	5. Hespert (Bbdingen), Remich. 6. Ettelbrud. 12. Echternach (4 T. R.) Grevenmacher, Mondorf, Mersch, Hofingen, Esch a. d. Alz., Luxemburg. 13. Wilh (Schw.). 19. Ufflingen, Bissen. 20. Diekirch. 26. Niederkerfchen. 27. Wilh. 28. Redingen.
Juni	2. Grevenmacher. 3. Ettelbrud. 4. Weiswampach. 5. Clerf. 9. Luxemburg. 11. Echternach. 12. Esch a. d. S. 16. Ufflingen. 17. Diekirch. 23. Mersch. 24. Esch a. d. Alz., Petingen, Wilh. 25. Windhof (Korich). 30. Remich, Heinerscheid, Bous, Dudelingen
Juli	1. Ettelbrud. 7. Grevenmacher, Rambruch. 9. Echternach. 14. Luxemburg. 15. Diekirch, Remich. 21. Bettborn, Ufflingen. 22. Esch a. d. Alz. 28. Wellenstein, Mersch. 29. Wilh. 30. Redingen.
August	4. Grevenmacher, Heiderscheid. 5. Ettelbrud. 7. Clerf, Fels. 11. Hofingen, Luxemburg. 12. Diekirch. 13. Echternach. 14. Esch a. d. S. 18. Remich, Ufflingen. 20. Weiswampach. 24. Luxemburg (14 Tage Schöberrmesse). 25. Mersch. 26. Esch a. d. Alz., Wilh. 28. Windhof (Korich).
September	1. Luxemburg, Grevenmacher. 2. Ettelbrud, 4. Clerf. 8. Vianden, Bettborn, Wasserbillig. 10. Echternach. 13. Roodt (Bekdorf). 15. Ufflingen. 16. Diekirch. 22. Mersch, Remich. 23. Esch a. d. Alz. 24. Redingen. 25. Fels. 29. Junglinster, Mondorf (Bad), Oberbeklingen, Saul. 30. Wilh
Oktober	2. Clerf. 6. Grevenmacher, Hofingen, Rambruch, Jolwer, Niederkerfchen. 7. Ettelbrud. 8. Echternach. 13. Luxemburg. 15. Weiswampach. 20. Ufflingen. 21. Diekirch, Remich. 27. Mersch. 28. Wilh, Esch a. d. Alz. 29. Redingen. 30. Fels.
November	3. Munshausen, Grevenmacher. 4. Ettelbrud. 6. Clerf, Vianden. 10. Heinerscheid, Luxemburg. 12. Echternach. 13. Esch a. d. S., Remich. 17. Ufflingen. 18. Diekirch. 24. Mersch. 25. Esch a. d. A, Wilh. 26. Redingen.
Dezember	1. Grevenmacher, Hofingen, Rambruch. 2. Ettelbrud. 8. Luxemburg. 10. Echternach. 15. Remich, Ufflingen. 16. Diekirch. 22. Mersch. 23. Esch a. d. Alz. 27. Clerf. 30. Wilh. 31. Redingen.